

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2020/41318]

30. APRIL 2020 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Juli 2018 über die Bewirtschaftung und Rückverfolgbarkeit von Erde und zur Abänderung verschiedener einschlägiger Bestimmungen — Erratum

Der vorgenannte, im *Belgischen Staatsblatt* vom 13. Mai 2020 auf Seite 33878 veröffentlichte Erlass, hat Vorrang gegenüber dem am 13. Mai 2020 auf Seite 33874 veröffentlichten Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Juli 2018 über die Bewirtschaftung und Rückverfolgbarkeit von Erde und zur Abänderung verschiedener einschlägiger Bestimmungen.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2020/41318]

30 APRIL 2020. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 5 juli 2018 betreffende het beheer en de traceerbaarheid van grond en tot wijziging van diverse bepalingen terzake. — Erratum

Bovenbedoeld besluit, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* op 13 mei 2020, bladzijde 33878, heeft voorrang op het besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 5 juli 2018 betreffende het beheer en de traceerbaarheid van grond en tot wijziging van diverse bepalingen terzake, bekendgemaakt op 13 mei 2020, blz. 33874.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/20947]

7 MAI 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 38 permettant de déroger aux règles et conditions d'octroi des prestations familiales aux enfants de plus de 18 ans

Rapport au Gouvernement wallon relatif à l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 38 du 7 mai 2020 permettant de déroger aux règles et conditions d'octroi des prestations familiales aux enfants de plus de 18 ans

1. Présentation générale

Suite aux mesures de confinement adoptées par le Conseil national de sécurité afin de lutter contre le Covid-19, le Gouvernement a décidé d'adopter des mesures de soutien aux différents secteurs relevant de la compétence de la Région wallonne.

Le présent arrêté s'inscrit dans ce cadre et vise notamment à déroger aux règles qui déterminent les obstacles à l'octroi des prestations familiales pour les enfants de plus de 18 ans.

Il s'agit d'immuniser des jobs étudiants dans la comptabilisation des 240h/trimestre, du retrait du chômage temporaire, en ce compris les montants perçus dans ce cadre, des obstacles au droit aux allocations familiales, d'introduire des dérogation à l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2018 exécutant l'article 5, §§ 3 et 4, du décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales pour les enfants qui suivent des formations en entreprises dans le cadre du Plan de Formation insertion (PFI), d'une dérogation à l'obligation de suivre les cours à raison de 17 heures par semaine et d'une dérogation pour les étudiants en dernière année dans l'enseignement supérieur dont les examens ne sont pas organisés ou dont certaines activités d'études requises pour l'obtention du diplôme sont postposées.

Le projet arrêté a été soumis à l'avis du Conseil d'État le 14 avril 2020. Le Conseil d'État a donné, en date du 20 avril 2020, l'avis 67.248/2, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973.

2. Commentaire des articles

Les articles 2 à 5 visent à immuniser tous les jobs d'étudiants dans la comptabilisation des 240h/trimestre ou du revenu mensuel afin de permettre aux étudiants qui voient leurs cours ou stages suspendus de se porter volontaire et ainsi pour renforcer les équipes des maisons de repos, structures pour personnes handicapées, hôpitaux, grandes surfaces, ... dans le cadre d'un contrat d'occupation d'étudiant. Ainsi ces derniers pourront continuer à bénéficier des prestations familiales sans obstacle.

L'immunisation des jobs étudiants pour le calcul des 240h ou la comptabilisation des revenus, permettrait de ne pas pénaliser les étudiants qui veulent se rendre utiles durant la crise

Les articles 6 et 9 visent à retirer le chômage temporaire des obstacles au droit aux allocations familiales. En effet, compte tenu du confinement, certains étudiants suivant une formation en alternance ou des formations chef d'entreprise voient leur stage suspendu et deviennent chômeurs temporaires. Ainsi les enfants bénéficiaires ne seraient pas pénalisés.

De même, les dispositions neutralisent les montants perçus en qualité de chômeurs temporaires puisque certains enfants vont dépasser de peu le plafond de revenus autorisés (562,93/mois) en conjuguant les revenus partiels de leur stage et le chômage temporaire et perdre le bénéfice des prestations familiales si les revenus liés au chômage temporaire ne sont pas neutralisés avec les conséquences dommageables que l'on imagine pour eux et/ou leur famille.

L'article 10 visent à déroger à l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2018 exécutant l'article 5, §§ 3 et 4 du décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales pour les enfants qui suivent des formations en entreprises dans le cadre du PFI afin de fixer un obstacle au droit suivant une norme mensuelle plutôt qu'une norme trimestrielle qui permettra le paiement des prestations familiales d'office en avril et en mars en fonction du montant de rémunération perçu. Cette mesure ne vise que les enfants nés en 2001. Les autres sont déjà protégés. En effet, les enfants sous contrat PFI sont des demandeurs d'emploi. Les enfants relevant à l'ancien régime sont soumis à

la norme de revenus bruts à ne pas dépasser pour pouvoir bénéficier des prestations familiales. Tandis que les enfants relevant du nouveau régime se voient soumis à la nouvelle règle à savoir l'obstacle à l'octroi des prestations familiales est le dépassement d'un volume horaire (l'activité lucrative de l'enfant bénéficiaire lorsqu'elle excède deux-cent-quarante heures par trimestre) qui est facilement vérifiable par les Caisses au moyen de la DMFA.

A noter que les enfants qui sont nés en 2002 et dans les années suivantes sont encore en droit inconditionnel. Cela implique que concrètement seuls les enfants nés en 2001 sont visés et le choix s'est porté sur une norme de revenu mensuel pour pouvoir leur octroyer les prestations familiales.

Les articles 11 et 12 visent à déroger à l'obligation de suivre 17h de cours par semaine pour pouvoir bénéficier des prestations familiales pendant le confinement.

L'article 13 a pour objectif de permettre le maintien aux prestations familiales pour les enfants qui sont en dernière année dans l'enseignement supérieur dont les examens en juin ou septembre 2020 ne sont pas organisés, ou dont certaines activités d'études requises pour l'obtention du diplôme sont postposées, en raison de la crise sanitaire du covid-19. Il s'agit notamment d'activités dans le cadre du mémoire ou du travail de fin d'étude, de l'organisation de concert, de pièces de théâtre, ... pour les études artistiques. Le maintien est prévu au-delà du mois de septembre 2020, sans nouvelle inscription, et ce, jusqu'à l'organisation des examens ou la réalisation des activités d'études et au plus tard jusqu'au 31 janvier 2021 moyennant une inscription pour 27 crédits durant l'année académique 2019-2020.

L'article 14 habilite le ministre à déterminer la date à laquelle l'arrêté cesse de produire ses effets. En raison des mesures prises par les autorités publiques sur base des décisions du Conseil national de sécurité (notamment dans les matières relatives à l'enseignement supérieures, à la formation en alternance/chef d'entreprises), la Ministre fixera cette date au dernier jour du trimestre au cours duquel le confinement est totalement levé par ces autorités publiques et ce, pour éviter des écueils : par exemple, les cours reprenant dans le courant d'un trimestre mais les stages ne reprenant que dans le courant du trimestre suivant.

CONSEIL D'ÉTAT Section de législation

Avis 67.248/2 du 20 avril 2020 sur un projet d'arrêté de pouvoirs spéciaux n°38 du Gouvernement wallon du « permettant de déroger aux règles et conditions d'octroi des prestations familiales aux enfants de plus de 18 ans »

Le 14 avril 2020, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière de la Région wallonne à communiquer un avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° xx 'permettant de déroger aux règles et conditions d'octroi des prestations familiales aux enfants de plus de 18 ans'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 20 avril 2020. La chambre était composée de Pierre Vandernoot, président de chambre, Patrick Ronvaux et Christine Horevoets, conseillers d'État, Sébastien Van Drooghenbroeck, assesseur, et Béatrice Drapier, greffier.

Le rapport a été présenté par Stéphane Tellier, auditeur.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 20 avril 2020.

*

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

« L'urgence est motivée comme suit :

'Vu l'urgence motivée par le fait qu'il convient de prendre rapidement des mesures visant à soutenir les acteurs agissant pour le compte de la Région wallonne suites aux mesures prises dans le cadre de la lutte contre le coronavirus COVID—19 ;

Considérant la qualification de l'OMS du coronavirus COVID—19 comme une pandémie en date du 11 mars 2020 ;
Considérant la déclaration de l'OMS sur les caractéristiques du coronavirus COVID—19, en particulier sur sa forte contagiosité, son risque de mortalité et le nombre de cas détectés ;

Considérant la propagation du coronavirus COVID—19 sur le territoire européen et en Belgique ;

Considérant le risque sanitaire que présente le coronavirus COVID—19 pour la population belge ;

Considérant la décision du Gouvernement fédéral du 18 mars 2020 traduite dans l'arrêté ministériel du 23 mars 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID—19, prolongée par décision du 27 mars 2020 visant à restreindre les déplacements et à limiter les contacts sociaux ;

Considérant que le confinement implique des impacts sur l'octroi des prestations familiales pour les enfants de plus de 18 ans qu'il a lieu d'empêcher ;

Considérant que suite à la suspension de leurs cours ou stages suspendus suite au confinement, certains étudiant vont faire le choix d'utiliser ce temps pour se porter volontaire dans le cadre d'un contrat d'occupation d'étudiant et ainsi renforcer les équipes des maisons de repos, structures pour personnes handicapées, hôpitaux, grandes surfaces, ... (activités considérées comme essentielles) ;

Considérant qu'il convient de garantir à ces étudiants qui s'investissent dans des activités essentielles, le bénéfice des prestations familiales ;

Considérant que les enfants bénéficiaires qui suivent une formation en alternance ou une formation chef d'entreprise voient leurs stages suspendus en raison du confinement. Certains de ces enfants sont dès lors pour cette période allocataire de chômage temporaire ;

Considérant qu'il convient de retirer le chômage temporaire des obstacles au droit aux prestations familiales pour ces enfants pour les mois de confinement à dater de janvier 2020 puisque le calcul porte sur des trimestres et que le confinement a pris cours au 1^{er} trimestre 2020 ;

Considérant que les enfants bénéficiaires sous PFI voient leur formation en entreprise suspendue en raison du confinement ;

Considérant qu'il convient de déroger à l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2018 exécutant l'article 5, §§ 3 et 4, du décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales pour ces enfants pour les mois de confinement à dater de mars 2020 ;

Considérant que les enfants ne peuvent plus respecter leur obligation de suivre les cours à raison de 17h par semaine suite au confinement ;

Considérant qu'il convient de déroger à cette obligation afin de permettre le paiement des prestations familiales à ces enfants dès le 1^{er} mars 2020 ;

Considérant que l'arrêté numéroté prendra effet le 1^{er} mars 2020 hormis pour l'article 8 qui produit ses effets au 1^{er} janvier 2020, respectant les conditions requises par la jurisprudence du Conseil d'État et de la Cour constitutionnelle sur la rétroactivité des dispositions réglementaires vu les circonstances exceptionnelles ayant conduit à son adoption ».

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FONDEMENT JURIDIQUE

1. Le préambule du projet mentionne comme fondements légaux à la fois le décret du 8 février 2018 'relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales', la loi générale du 19 décembre 1939 'relative aux allocations familiales' (ci-après : « la LGAF ») et le décret du 17 mars 2020 'octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID—19 pour les matières réglées par l'article 138 de la Constitution'.

L'article 5, § 3, du décret du 8 février 2018 confère les habilitations suivantes au Gouvernement :

« Art. 5. [...] »

§ 3. Les prestations familiales sont par ailleurs accordées, en faveur de l'enfant bénéficiaire, à partir du 1^{er} septembre de l'année civile au cours de laquelle il atteint l'âge de dix—huit ans, et jusqu'à la fin du mois au cours duquel il atteint l'âge de vingt et un ans, sauf s'il se trouve dans l'une des situations d'obstacles déterminées par le Gouvernement, notamment parce qu'il exerce une activité professionnelle hors des limites fixées par le Gouvernement, ou qu'il bénéficie d'une prestation relevant de la sécurité sociale non autorisée par le Gouvernement ».

L'article 62, §§ 2 et 3, de la LGAF confère les habilitations suivantes au pouvoir exécutif :

« § 2. Sans préjudice des dispositions du § 1^{er}, les allocations familiales sont accordées jusqu'à l'âge de 25 ans en faveur de l'apprenti dans les conditions fixées par le Roi.

Le Roi peut également déterminer les périodes et les conditions d'octroi du droit aux allocations familiales en faveur de l'apprenti, lorsque le contrat ou l'engagement d'apprentissage est rompu ou fait l'objet d'un refus ou d'un retrait d'agrément.

§ 3. Sans préjudice des dispositions du § 1^{er}, les allocations familiales sont accordées jusqu'à l'âge de 25 ans, dans les conditions déterminées par le Roi, en faveur de l'enfant qui suit un enseignement ou qui effectue un stage pour pouvoir être nommé à une charge.

Sans préjudice des dispositions du § 1^{er}, le Roi peut, dans les conditions qu'Il fixe, déterminer que les allocations familiales sont accordées jusqu'à l'âge de 25 ans en faveur de l'enfant qui est engagé dans une formation pour laquelle des crédits sont octroyés dans le système 'bachelor-master' et pour laquelle aucun cours ne doit être suivi.

Il détermine les formations à prendre en considération.

Le Roi détermine également dans quelles conditions l'exercice d'une activité lucrative ne fait pas obstacle à l'application du présent paragraphe ».

Par ailleurs, le Gouvernement s'est vu octroyer par un décret du 17 mars 2020 'octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID—19 pour les matières réglées par l'article 138 de la Constitution', des pouvoirs spéciaux dans le cadre de ladite crise sanitaire.

L'article 2 de ce décret est rédigé comme suit :

« § 1^{er}. Afin de permettre à la Région wallonne de réagir à la pandémie de COVID—19, le Gouvernement peut, dans les matières qui relèvent de la compétence de la Région wallonne en vertu de l'article 138 de la Constitution, prendre toutes les mesures utiles pour prévenir et traiter toute situation qui pose problème dans le cadre strict de la pandémie COVID—19 et de ses conséquences et qui doit être réglée en urgence sous peine de péril grave.

§ 2. Les arrêtés prévus au paragraphe 1^{er} peuvent abroger, compléter, modifier ou remplacer les dispositions décrétales en vigueur, même dans les matières qui sont expressément réservées au décret par la Constitution.

[...] ».

2. En l'espèce, dès lors qu'aucune disposition décrétales n'est abrogée, modifiée, complétée ou remplacée par le projet à l'examen, le Gouvernement pourrait concevoir ce dernier comme une mise en œuvre exclusive du décret du 8 février 2018 et de la LGAF. Si telle est bien l'intention du Gouvernement, l'intitulé du projet sera modifié et l'alinéa 1^{er} du préambule sera omis.

Toutefois, la section de législation observe que l'alinéa 11 du préambule du projet tend à indiquer que le Gouvernement a entendu adopter celui-ci « sans que les avis légalement ou réglementairement requis soient préalablement recueillis » (1).

Pour se dispenser de l'accomplissement des formalités préalables, compte tenu de l'article 4, § 1^{er}, du décret du 17 mars 2020, il est effectivement requis que le Gouvernement fonde son action sur l'article 2, § 1^{er} de ce décret.

3. Dans l'avis n° 67.142/AG donné le 25 mars 2020 sur une proposition devenue la loi du 27 mars 2020 'habilitant le Roi à prendre des mesures de lutte contre la propagation du coronavirus COVID—19 (I)' et la loi du 27 mars 2020 'habilitant le Roi à prendre des mesures de lutte contre la propagation du coronavirus COVID—19 (II)', la section de législation a commenté en ces termes la possibilité pour le pouvoir exécutif de rechercher un fondement juridique à la fois dans des habilitations ordinaires et dans une disposition législative octroyant au pouvoir exécutif des pouvoirs spéciaux :

« 8. La proposition prévoit la confirmation obligatoire de tous les arrêtés pris sur la base de la réglementation proposée, même lorsque cela ne s'avère pas strictement nécessaire d'un point de vue juridique. Ainsi, il est possible que le Roi prenne des mesures ou modifie des dispositions réglementaires qui relèvent déjà de sa compétence en vertu de la législation actuellement en vigueur, mais recherche malgré tout à cet effet un fondement juridique dans l'article 5, § 1^{er}, de la proposition, par exemple parce que celles-ci vont de pair avec des mesures pour lesquelles il faut bel et bien recourir aux pouvoirs spéciaux ou parce que la loi de pouvoirs spéciaux lui permet de passer outre à certaines formalités.

Par l'effet de la confirmation, toutes les dispositions fixées ou modifiées par un arrêté de pouvoirs spéciaux acquièrent force de loi. Par la suite, elles ne pourront plus être modifiées que par une loi formelle. Le Roi ne pourra plus les modifier d'autorité, même si une disposition légale spécifique l'habilite à prendre des mesures en la matière. Pour ce motif, le Conseil d'État, section de législation, a toujours déconseillé par le passé d'apporter des modifications à des arrêtés d'exécution ordinaires par la voie d'arrêtés de pouvoirs spéciaux (2).

Le législateur est dès lors tenu de vérifier s'il n'est pas judicieux d'indiquer, soit dans la proposition à l'examen, soit dans les lois de confirmation ultérieures, que les dispositions confirmées pourront de nouveau être abrogées, complétées, modifiées ou remplacées par le Roi, du moins dans la mesure où un fondement juridique matériel existe également à cet effet (3) » (4).

4.1. Il appartient au Gouvernement de s'appuyer sur le décret du 17 mars 2020 pour adopter l'arrêté en projet s'il estime que l'urgence à le mettre en œuvre ne peut souffrir d'aucun retard lié à l'accomplissement de formalités préalables. Dans ce cas, les alinéas 2 et 3 du préambule seront omis.

Le projet devra dans cette hypothèse faire l'objet d'une confirmation décrétable ultérieure conformément à l'article 5 du décret du 17 mars 2020, ce qui aura pour conséquence que, dans les arrêtés modifiés par le projet à l'examen, seules les nouvelles dispositions que ce dernier y insère auront force de décret, à l'exclusion de toutes les autres. Cette combinaison, dans un même arrêté, de dispositions légales et de dispositions réglementaires n'est en principe pas à recommander (5).

4.2. Si le Gouvernement souhaite fonder son action exclusivement sur les habilitations ordinaires contenues dans le texte visé aux alinéas 2 et 3 du préambule, l'alinéa 1^{er} du préambule sera omis et la formalité préalable dont il sera question ci—après, dans l'observation formulée sur les formalités préalables, devra encore être accomplie régulièrement.

FORMALITÉS PRÉALABLES

À considérer, ainsi qu'il découle de l'observation relative au fondement juridique formulée ci—dessus, que le Gouvernement fasse le choix d'adopter l'arrêté en projet sans recourir aux pouvoirs spéciaux, il y aurait alors lieu, conformément à l'article 21/1, § 2, du Code wallon de l'action sociale et de la santé – Partie décrétable, d'obtenir l'avis du Comité de la branche « Familles » de l'AViQ sur ce projet et d'en faire mention au préambule.

OBSERVATION GÉNÉRALE

Les dispositions en projet tantôt modifient de manière temporaire des dispositions réglementaires relatives à l'octroi d'allocations familiales aux enfants de plus de dix—huit ans, tantôt dérogent, également de manière temporaire, à ces mêmes dispositions réglementaires. Si l'article 12, alinéa 3, du projet, prévoit que « l'arrêté cesse de produire ses effets le dernier jour du trimestre au cours duquel le confinement est totalement levé par les autorités publiques », la fin des effets juridiques dans le temps des articles 9 et 10 du projet n'apparaît pas clairement dès lors que la fiction juridique qu'ils créent est prévue « jusqu'à la fin du confinement ».

Interrogée sur la validité et les effets dans le temps des dispositions du projet, la déléguée de la Ministre a indiqué ce qui suit :

« L'intention est bien que l'arrêté cesse de produire ses effets le dernier jour du trimestre au cours duquel le confinement est totalement levé par les autorités publiques. En effet, comme les modalités du déconfinement ne sont pas connues à ce jour et que celui—ci peut s'effectuer par étape, il est proposé de se référer à la levée totale du confinement pour éviter des écueils (par exemple, les cours reprenant dans le courant d'un trimestre mais les stages ne reprenant que dans le courant d'un trimestre suivant en fonction des règles qui seront édictées pour le déconfinement). Les mots 'jusqu'à la fin du confinement' des articles 9 et 10 seront supprimés afin de permettre l'application de l'article 12 alinéa 3 sans ambiguïté ».

Pareille adaptation du texte ne leverait toutefois pas toutes les difficultés liées aux conditions de l'application des dispositions modificatives et dérogatoires envisagées par le projet.

La notion de « confinement » ne reçoit en effet aucune qualification juridique précise. Quant à celle de « levée totale du confinement », elle pourrait se prêter à des difficultés d'interprétation et donc de détermination précise de sa date.

Mieux vaut omettre l'alinéa 3 de l'article 12, étant entendu qu'il appartiendra au Gouvernement d'apprécier à quel moment il considérera que les mesures dites dans le langage courant de « confinement », c'est-à-dire celles adoptées par les arrêtés ministériels successifs des 13, 18 et 23 mars 2020 'portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID—19' ou par ceux qui, le cas échéant, seraient appelés à remplacer celui du 23 mars 2020 et ceux qui lui succéderaient, n'auront plus aucun effet ou en tout cas plus d'effet justifiant suffisamment le maintien en vigueur de l'arrêté en projet en raison des modifications formelles ou matérielles (6) que l'arrêté ministériel du 23 mars 2020 aurait subies. L'attitude du Gouvernement sur ce point quant au choix de la date de fin d'effet du dispositif en projet sera notamment dictée par les exigences des principes d'égalité et de non—discrimination.

Une autre formule pourrait consister à habiliter le ministre (7) à cet effet en lui indiquant que c'est par référence au constat qui pourra être fait de ce que les modifications, formelles ou matérielles, qui seront apportées à l'arrêté ministériel du 23 mars 2020 'portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID—19' seront d'une nature telle que les motifs justifiant actuellement le dispositif modificatif ou dérogatoire envisagé par le projet ne le justifieraient plus, que le ministre fixerait la date de fin d'effet de ce dispositif. L'attitude du ministre sur ce point quant au choix de la date de fin d'effet du dispositif en projet sera notamment dictée par les exigences des principes d'égalité et de non—discrimination.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1. Il est renvoyé aux observations générales nos 4.1 et 4.2.
2. Aux alinéas 4, 5 et 6, les articles qui y sont visés seront chaque fois omis (8).
3. L'alinéa 7 sera omis, l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 septembre 2019 'fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement' n'étant ni modifié ni remplacé, ni abrogé par le projet.

DISPOSITIF

Article 2

À l'article 2, les mots « tel que modifié par l'arrêté royal du 29 décembre 2017 » seront remplacés par les mots « , inséré par l'accord de coopération du 29 décembre 2017 ».

Article 4

À l'article 4, les mots « À l'article 14, alinéa 4 de l'arrêté royal du 10 août 2005 fixant les conditions auxquelles les allocations familiales sont accordées en faveur de l'enfant qui suit des cours ou poursuit sa formation tel que modifié par l'arrêté royal du 19 septembre 2008 » seront remplacés par les mots « À l'article 14, alinéa 4, du même arrêté royal, inséré par l'accord de coopération du 29 décembre 2017 ».

Article 6

1. Il y a lieu d'écrire « l'arrêté royal du 19 septembre 2008 » plutôt que « l'arrêté du 19 septembre 2008 ».

2. Il ressort manifestement de l'intention de l'auteur du projet qu'à l'article 13, § 2, alinéa 2, de l'arrêté royal du 10 août 2005 'fixant les conditions auxquelles les allocations familiales sont accordées en faveur de l'enfant qui suit des cours ou poursuit sa formation', tel que modifié par l'arrêté du 19 septembre 2008, les mots « à l'exclusion du chômage temporaire » doivent être insérés après les mots « relatif au chômage » et « avant » les mots « ou d'une allocation d'interruption de carrière » (et non « après » les mots « ou d'une allocation d'interruption de carrière »).

Article 8

1. À l'article 8, les mots « sont suivies » seront ajoutés entre les mots « un mois de confinement au cours duquel » et les mots « les formations en entreprise ».

2. Au même article, il y a par ailleurs lieu de viser le décret du 4 avril 2019 'relatif à la formation professionnelle individuelle' et de citer l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2019 avec son intitulé complet, soit « portant exécution du décret du 4 avril 2019 relatif à la formation professionnelle individuelle ».

Article 9

La question se pose de savoir si l'article 9 ne doit pas être présenté comme dérogatoire également à l'article 3 de l'arrêté royal du 10 août 2005 'fixant les conditions auxquelles les allocations familiales sont accordées en faveur de l'enfant qui suit des cours ou poursuit sa formation'.

Article 10

L'intitulé de l'arrêté du 20 septembre 2018 sera complété par les mots « , portant sur les conditions d'octroi des prestations familiales aux enfants de plus de dix—huit ».

Articles 11 et 12

Les articles 11 et 12 seront intervertis.

Article 12 (devenant article 11)

La déléguée de la Ministre a indiqué que,

« [...] suite à une remarque du secteur quand à la praticabilité de l'article 3, il nous a été demandé de prévoir une entrée en vigueur comparable à l'article 8 : un traitement différent suivant les mois d'une même DMFA ne permet pas d'automatisation ».

L'article 12, devenant l'article 11, sera complété en conséquence.

Le Greffier,
Béatrice Drapier
Le Président,
Pierre Vandernoot

Notes

(1) Si la plupart des formalités requises ont été réalisées, l'avis du Comité de la branche « Familles » de l'AViQ doit encore être obtenu. Voir à ce sujet l'observation formulée sous les formalités préalables.

(2) Note de bas de page n° 13 de l'avis cité : Voir notamment l'avis C.E. 25.669/8 du 24 octobre 1996 sur un projet devenu l'arrêté royal du 18 novembre 1996 'visant l'introduction d'une gestion financière globale dans le statut social des travailleurs indépendants, en application du chapitre I du titre VI de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions', <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/25669> ; l'avis C.E. 25.671/8 du 24 octobre 1996 sur un projet devenu l'arrêté royal du 18 novembre 1996 'instaurant une assurance sociale en faveur des travailleurs indépendants en cas de faillite et des personnes assimilées, en application des articles 29 et 49 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions', <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/25671> ; l'avis C.E. 25.992/1/2/8 du 23 janvier 1997 sur un avant-projet devenu la loi du 13 juin 1997 'portant confirmation des arrêtés royaux pris en application de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, et la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions', <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/25992>.

(3) Note de bas de page n° 14 de l'avis cité : En effet, pareille disposition, qui par exemple est également utilisée lorsque le législateur apporte directement des modifications à une disposition réglementaire, ne peut être considérée en soi comme une habilitation illimitée permettant au Roi d'apporter n'importe quelle modification. Au contraire, il s'agit uniquement d'une autorisation formelle conférée au Roi en vue de modifier de nouveau les dispositions concernées, sans qu'il soit dispensé à cet égard de l'exigence d'un fondement juridique matériel à cet effet. Voir notamment l'avis C.E. 61.069/1 du 13 avril 2017 sur un avant-projet devenu le décret du 16 juin 2017 'betreffende het onderwys XXVII', n° 7.1, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/61069>.

(4) Doc. parl., Chambre, 2019-2020, n° 55—1104/002, pp. 10 et 11.

(5) Voir en ce sens l'avis n° 67.142/AG précité ; voir aussi l'avis n° 67.169/4 donné le 1^{er} avril 2020 sur un projet devenu l'arrêté du 7 avril 2020 du Gouvernement de la Communauté française 'relatif au soutien des milieux d'accueil dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19' (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/67169.pdf>).

(6) On entend ici par modification formelle de l'arrêté ministériel du 23 mars 2020 toute modification qui, sur le plan légistique, serait apportée à l'arrêté ministériel lui-même, et par modification matérielle toute évolution réglementaire pouvant résulter aussi du remplacement de cet arrêté ministériel du 23 mars 2020 par tout autre dispositif à objet analogue et des modifications et remplacements éventuellement ultérieurs affectant successivement de nouveaux textes à objet également analogue.

(7) Il est peu heureux sur le plan légistique qu'un arrêté du Gouvernement contienne une habilitation au Gouvernement lui-même.

(8) Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 30.

7 MAI 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 38 permettant de déroger aux règles et conditions d'octroi des prestations familiales aux enfants de plus de 18 ans

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 pour les matières réglées par l'article 138 de la Constitution, l'article 2 ;

Vu l'arrêté royal du 6 mars 1979 fixant les conditions auxquelles les allocations familiales sont accordées en faveur de l'enfant lié par un contrat d'apprentissage ;

Vu l'arrêté royal du 10 août 2005 fixant les conditions auxquelles les allocations familiales sont accordées en faveur de l'enfant qui suit des cours ou poursuit sa formation ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2018 exécutant l'article 5, §§ 3 et 4, du décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales, portant sur les conditions d'octroi des prestations familiales aux enfants de plus de dix-huit ans ;

Vu le rapport du 7 avril 2020 établi conformément à l'article 4, 2°, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 8 avril 2020 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 10 avril 2020 ;

Considérant que, conformément à l'article 3, § 1^{er}, du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 pour les matières réglées par l'article 138 de la Constitution, les arrêtés visés aux articles 1^{er} et 2 peuvent être adoptés sans que les avis légalement ou réglementairement requis soient préalablement recueillis ;

Vu l'urgence motivée par le fait qu'il convient de prendre rapidement des mesures visant à soutenir les acteurs agissant pour le compte de la Région wallonne suites aux mesures prises dans le cadre de la lutte contre le coronavirus COVID-19 ;

Considérant la qualification de l'OMS du coronavirus COVID-19 comme une pandémie en date du 11 mars 2020 ;

Considérant la déclaration de l'OMS sur les caractéristiques du coronavirus COVID-19, en particulier sur sa forte contagiosité, son risque de mortalité et le nombre de cas détectés ;

Considérant la propagation du coronavirus COVID-19 sur le territoire européen et en Belgique ;

Considérant le risque sanitaire que présente le coronavirus COVID-19 pour la population belge ;

Considérant la décision du Gouvernement fédéral du 18 mars 2020 traduite dans l'arrêté ministériel du 23 mars 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19, prolongée par décision du 27 mars 2020 visant à restreindre les déplacements et à limiter les contacts sociaux ;

Considérant que le confinement implique des impacts sur l'octroi des prestations familiales pour les enfants de plus de 18 ans qu'il a lieu d'empêcher ;

Considérant que suite à la suspension de leurs cours ou stages suspendus suite au confinement, certains étudiant vont faire le choix d'utiliser ce temps pour se porter volontaire dans le cadre d'un contrat d'occupation d'étudiant et ainsi renforcer les équipes des maisons de repos, structures pour personnes handicapées, hôpitaux, grandes surfaces, ... (activités considérées comme essentielles) ;

Considérant qu'il convient de garantir à ces étudiants qui s'investissent dans des activités essentielles, le bénéfice des prestations familiales ;

Considérant que les enfants bénéficiaires qui suivent une formation en alternance ou une formation chef d'entreprise voient leurs stages suspendus en raison du confinement. Certains de ces enfants sont dès lors pour cette période allocataire de chômage temporaire ;

Considérant qu'il convient de retirer le chômage temporaire des obstacles au droit aux prestations familiales pour ces enfants pour les mois de confinement à dater de janvier 2020 puisque le calcul porte sur des trimestres et que le confinement a pris cours au 1^{er} trimestre 2020 ;

Considérant que les enfants bénéficiaires qui suivent une formation en alternance ou une formation chef d'entreprise voient leurs stages suspendus en raison du confinement. Certains de ces enfants sont dès lors pour cette période allocataire de chômage temporaire ;

Considérant que certains enfants qui suivent une formation vont dépasser le plafond de revenus autorisés (562,93/mois) en conjuguant les revenus partiels de leur stage et le chômage temporaire ;

Considérant qu'il convient de neutraliser les revenus liés au chômage temporaire pour force majeure durant la période de la crise corona afin d'éviter cet effet pervers de la mesure et ainsi permettre l'octroi des prestations familiales ;

Considérant que les enfants bénéficiaires sous PFI voient leur formation en entreprise suspendue en raison du confinement ;

Considérant qu'il convient de déroger à l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2018 exécutant l'article 5, §§ 3 et 4, du décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales pour ces enfants pour les mois de confinement à dater de mars 2020 ;

Considérant que les enfants ne peuvent plus respecter leur obligation de suivre les cours à raison de 17h par semaine suite au confinement ;

Considérant qu'il convient de déroger à cette obligation afin de permettre le paiement des prestations familiales à ces enfants dès le 1^{er} mars 2020 ;

Considérant que pour certains enfants dans leur dernière année de leur étude dans l'enseignement supérieur, les examens en juin ou septembre 2020 ne seront pas organisés, ou certaines activités d'études requises pour l'obtention du diplôme seront postposées (il s'agit notamment d'activités dans le cadre du mémoire ou du travail de fin d'étude, de l'organisation de concert, de pièces de théâtre, ... pour les études artistiques), en raison de la crise sanitaire du COVID-19 ;

Considérant que pour les enfants nés avant 2001, l'arrêté royal du 10 août 2005 fixant les conditions auxquelles les allocations familiales, prévoit la poursuite des paiements jusqu'au 31 janvier de l'année académique suivante seulement qu'en cas de report de certaines activités en année diplômante, à condition que l'enfant soit inscrit pour 41 crédits ;

Considérant qu'il convient de déroger à l'arrêté royal du 10 août 2005 fixant les conditions auxquelles les allocations familiales sont accordées en faveur de l'enfant qui suit des cours ou poursuit sa formation, pour maintenir à ces enfants en dernière année, leur droit aux allocations familiales au-delà du mois de septembre 2020, sans nouvelle inscription, et ce, jusqu'à l'organisation des examens ou la réalisation des activités d'études et au plus tard jusqu'au 31 janvier 2021 moyennant une inscription pour 27 crédits durant l'année académique 2019-2020 ;

Considérant que l'arrêté numéroté prendra effet le 1^{er} mars 2020 hormis pour l'article 8 qui produit ses effets au 1^{er} janvier 2020, respectant les conditions requises par la jurisprudence du Conseil d'État et de la Cour constitutionnelle sur la rétroactivité des dispositions réglementaires vu les circonstances exceptionnelles ayant conduit à son adoption ;

Vu l'avis n° 67248/2 du Conseil d'État, donné le 20 avril 2020, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur proposition de la Ministre en charge des allocations familiales ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, des matières visées à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

CHAPITRE II. — *Immunisation des jobs étudiants dans la comptabilisation des 240h/trimestre*

Art. 2. A l'article 1^{er}, alinéa 3, de l'arrêté royal du 6 mars 1979 fixant les conditions auxquelles les allocations familiales sont accordées en faveur de l'enfant lié par un contrat d'apprentissage inséré par l'accord de coopération du 29 décembre 2017, les mots « durant les mois de juillet, août et septembre, sauf si l'enfant ne reprend pas effectivement la fréquentation scolaire. » sont abrogés.

Art. 3. A l'article 13, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 10 août 2005 fixant les conditions auxquelles les allocations familiales sont accordées en faveur de l'enfant qui suit des cours ou poursuit sa formation tel que modifié par l'arrêté royal du 19 septembre 2008, l'alinéa 1^{er} est complété par ce qui suit :

«c) si elle s'exerce dans le cadre d'un contrat d'étudiant sans avoir atteint un contingent de 475h par année civile. ».

Art. 4. À l'article 14, alinéa 4, du même arrêté royal, inséré par l'arrêté royal du 19 septembre 2008, les mots « durant les mois de juillet, août et septembre, sauf en ce qui concerne les enfants visés aux articles 7 et 12 » sont abrogés.

Art. 5. A l'article 3, § 1^{er}, alinéa 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2018 exécutant l'article 5, §§ 3 et 4, du décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales, portant sur les conditions d'octroi des prestations familiales aux enfants de plus de dix-huit ans, les modifications suivantes sont apportées :

- 1) les mots « et 4° » sont insérés après les mots « Concernant le 1° » ;
- 2) les mots « ou les rémunérations perçues » sont insérés après les mots « les heures prestées ».

CHAPITRE III. — *Retrait du chômage temporaire des obstacles au droit aux allocations familiales*

Art. 6. Par dérogation à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, de l'arrêté royal du 6 mars 1979 fixant les conditions auxquelles les allocations familiales sont accordées en faveur de l'enfant lié par un contrat d'apprentissage, modifié par l'arrêté royal du 22 mai 2004, pour les enfants bénéficiant de prestations familiales jusqu'à la veille du confinement, les revenus provenant du chômage temporaire ne sont pas pris en compte pour le calcul de la rémunération brute visée au même article.

Art. 7. A l'article 13, § 2, alinéa 2, de l'arrêté royal du 10 août 2005 fixant les conditions auxquelles les allocations familiales sont accordées en faveur de l'enfant qui suit des cours ou poursuit sa formation tel que modifié par l'arrêté royal du 19 septembre 2008, les mots « à l'exclusion du chômage temporaire, » sont insérés après les mots « relatif au chômage » et avant les mots « ou d'une allocation d'interruption de carrière ».

Art. 8. Par dérogation à l'article 14, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 10 août 2005 fixant les conditions auxquelles les allocations familiales sont accordées en faveur de l'enfant qui suit des cours ou poursuit sa formation, modifié par l'arrêté royal du 22 mai 2004, pour les enfants bénéficiant de prestations familiales jusqu'à la veille du confinement, les revenus provenant du chômage temporaire ne sont pas pris en compte pour le calcul de la rémunération brute visée au même article.

Art. 9. A l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2018 exécutant l'article 5, §§ 3 et 4, du décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales, portant sur les conditions d'octroi des prestations familiales aux enfants de plus de dix-huit ans, les mots « à l'exclusion du chômage temporaire, » sont insérés après les mots « relatif au chômage » et avant les mots « ou d'une allocation d'interruption de carrière ».

CHAPITRE IV. — *Dérogation à l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2018 exécutant l'article 5, §§ 3 et 4, du décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales pour les enfants qui suivent des formations en entreprises dans le cadre du PFI*

Art. 10. Par dérogation l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2018 exécutant l'article 5, §§ 3 et 4, du décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales, portant sur les conditions d'octroi des prestations familiales aux enfants de plus de dix-huit ans, pour les trimestres qui contiennent un mois de confinement au cours duquel les formations en entreprise prévues dans le cadre d'un Plan Formation-Insertion (PFI) en application du décret du 4 avril 2019 relatif à la formation professionnelle individuelle et de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2019 sont suspendues, la perception d'une rémunération brute mensuelle supérieure à 541,09 euros par mois, excepté le pécule de vacances, constitue un obstacle à l'octroi des prestations familiales. Ce montant est rattaché à l'indice-pivot 103,04 (base 2013=100).

CHAPITRE V. — *Dérogation à l'obligation de suivre les cours à raison de 17 heures par semaine*

Art. 11. Par dérogation aux articles 1^{er}, 2 et 5, de l'arrêté royal du 10 août 2005 fixant les conditions auxquelles les allocations familiales sont accordées en faveur de l'enfant qui suit des cours ou poursuit sa formation tels que modifiés par l'arrêté royal du 19 septembre 2008, l'obligation de suivre les cours est réputée remplie dès lors que l'enfant est inscrit dans un des établissements visés à l'article 1^{er} du même arrêté.

Art. 12. Par dérogation à l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2018 exécutant l'article 5, §§ 3 et 4, du décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales, portant sur les conditions d'octroi des prestations familiales aux enfants de plus de dix-huit, l'obligation de suivre les cours est réputée remplie dès lors que l'enfant est inscrit dans un des établissements visés à l'article 5 du même arrêté.

CHAPITRE VI. — *Dérogation à l'arrêté royal du 10 août 2005 fixant les conditions auxquelles les allocations familiales sont accordées en faveur de l'enfant qui suit des cours ou poursuit sa formation en cas d'examens non organisés ou d'activités requises pour l'obtention du diplôme postposées*

Art. 13. Par dérogation à l'article 9, § 3, de l'arrêté royal du 10 août 2005 fixant les conditions auxquelles les allocations familiales sont accordées en faveur de l'enfant qui suit des cours ou poursuit sa formation, inséré par l'arrêté royal du 19 septembre 2008, les étudiants de dernière année dont les examens en juin ou septembre 2020 ne sont pas organisés, ou dont certaines activités d'études requises pour l'obtention du diplôme sont postposées, en raison de la crise sanitaire du COVID-19, maintiennent leur droit aux allocations familiales au-delà du mois de septembre 2020, sans nouvelle inscription, et ce, jusqu'à l'organisation des examens ou la réalisation des activités d'études et au plus tard jusqu'au 31 janvier 2021. L'étudiant doit être inscrit pour 27 crédits durant l'année académique 2019-2020.

CHAPITRE VII. — *Dispositions finales*

Art. 14. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} mars 2020.

Par dérogation, les articles 3 et 10 produisent leurs effets le 1^{er} janvier 2020.

Le Ministre en charge des allocations familiales détermine la date à laquelle l'arrêté cesse de produire ses effets.

Art. 15. Le Ministre en charge des allocations familiales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 7 mai 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de la Fonction publique, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2020/20947]

7 MEI 2020. — Besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 38 waarbij afgeweken kan worden van de regels en voorwaarden voor de toekenning van de gezinsprestaties voor kinderen ouder dan 18 jaar

Verslag aan de Waalse Regering betreffende het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 38 van 7 mei 2020 waarbij afgeweken kan worden van de regels en voorwaarden voor de toekenning van de gezinsprestaties voor kinderen ouder dan 18 jaar

1. Overzicht

Ten gevolge van de lockdownmaatregelen die de Nationale Veiligheidsraad genomen heeft ter bestrijding van Covid-19 heeft de Regering besloten ondersteunende maatregelen te nemen voor de verschillende sectoren vallend onder de bevoegdheid van het Waalse Gewest.

Dit besluit past in dat kader en streeft er met name naar, af te wijken van de regels ter bepalingen van de beletsels voor de toekenning van gezinsprestaties voor kinderen ouder dan 18 jaar.

Het betreft het vrijstellen van de studentenjobs in de berekening van 240u/kwartaal, de intrekking van tijdelijke werkloosheid met in begrip van de in dat verband geïnde bedragen, de beletsels in het recht op gezinsbijslagen, het indienen van afwijkingen van het besluit van de Waalse Regering van 20 september 2018 tot uitvoering van artikel 5, §§ 3 en 4, van het decreet van 8 februari 2018 betreffende het beheer en de betaling van de gezinsbijslagen, met betrekking tot de toekenningsvoorwaarden van de gezinsbijslagen aan kinderen ouder dan achttien jaar voor de kinderen die vormingen in ondernemingen volgen in het kader van "Plan de Formation insertion" (PFI), een afwijking van de verplichting tot het volgen van de lessen à rato van 17 uur per week en een afwijking voor de laatstejaarsstudenten in het hoger onderwijs wier examens niet worden georganiseerd of waarvan sommige studie-activiteiten, vereist voor het behalen van het diploma, worden verdaagd.

Het ontwerp-besluit is op 14 april 2020 ter advies voorgelegd aan de Raad van State. De Raad van State heeft op 20 april 2020 advies 67.248/2 uitgebracht overeenkomstig artikel 84, § 1, lid 1, 3^o, van de wetten op de Raad van State, geëördineerd op 12 januari 1973.

2. Artikelsgewijze bespreking

De artikelen 2 tot 5 strekken ertoe, alle studentenjobs vrij te stellen in de berekening van de 240u/kwartaal of van het maandinkomen om de studenten wier lessen of stages zijn opgeschort de mogelijkheid te bieden zich als vrijwilliger in te zetten en om zo de teams in de rusthuizen, structuren voor gehandicapte personen, ziekenhuizen, grootwarenhuizen... te versterken in het kader van een studententewerkstellingscontract. Zo kunnen laatstgenoemden verder zonder beletsel blijven genieten van de gezinsprestaties.

De vrijstelling van de studentenjobs in de 240u-berekening of in de berekening van de inkomsten zou de mogelijkheid bieden om de studenten die zich nuttig willen maken tijdens de crisis niet te bestraffen.

De artikelen 6 en 9 strekken ertoe, de tijdelijke werkloosheid uit de beletsels voor het recht op gezinsprestaties te halen. Sommige studenten die een alternerende opleiding of opleidingen als bedrijfsleider volgen zien hun stage immers wegens de lockdown opgeschort en worden tijdelijk werklozen. Zo zouden de gerechtigde kinderen niet bestraft worden.

Insgelijks neutraliseren de bepalingen de bedragen, geïnd als tijdelijk werklozen, daar sommige kinderen een weinig boven het maximum van toegelaten inkomsten (562,93/maand) zullen uitkomen bij het samentellen van de gedeeltelijke stage-inkomsten en de tijdelijke werkloosheid en het voordeel zullen verliezen van de gezinsprestaties als de aan de tijdelijke werkloosheid gebonden inkomsten niet geneutraliseerd worden met de spijtige gevolgen die men zich voor hen en/of hun gezin kan inbeelden.

Artikel 10 strekt ertoe, af te wijken van het besluit van de Waalse Regering van 20 september 2018 tot uitvoering van artikel 5, §§ 3 en 4, van het decreet van 8 februari 2018 betreffende het beheer en de betaling van de gezinsbijslagen, met betrekking tot de toekenningsvoorwaarden van de gezinsbijslagen aan kinderen ouder die in het kader van bovengenoemd Plan "PFI" opleidingen in ondernemingen volgen om een beletsel vast te stellen voor het recht volgens een maandelijks eerder dan een trimestriële norm, waardoor de betaling van de gezinsprestaties van ambtswege

in april en maart mogelijk zal worden gemaakt in functie van het bedrag van de geïnde vergoeding. Deze maatregel beoogt enkel de kinderen geboren in 2001. De anderen zijn reeds beschermd. Kinderen met een "PFI"-contract zijn immers werkzoekenden. Kinderen die onder het oude stelsel vallen worden onderworpen aan de bruto-inkomstnorm die niet overschreden mag worden om in aanmerking te kunnen komen voor de gezinsprestaties. Terwijl de kinderen die onder het nieuwe stelsel vallen de nieuwe regel opgelegd krijgen, namelijk het beletsel voor de toekenning van de gezinsprestaties in het overschrijden van een uurvolume (de winstgevendende activiteit van het gerechtigde kind wanneer deze de tweehonderdveertig uur per kwartaal overschrijdt), wat door de kinderbijslagfondsen vlot na te trekken valt via de DMFA.

Op te merken valt, dat de kinderen, geboren na 2002 en in de navolgende jaren, zich nog in het onvoorwaardelijk recht bevinden. Dat houdt in dat, concreet, enkel de kinderen geboren na 2001 beoogd worden en dat normgewijs gekozen is voor het maandelijks inkomen om hen de gezinsprestaties te kunnen toekennen.

De artikelen 11 en 12 strekken ertoe, af te wijken van de verplichting om 17u les per week te volgen om tijdens de lockdown te kunnen genieten van de gezinsprestaties.

Artikel 13 streeft ernaar, de instandhouding van de gezinsprestaties mogelijk te maken voor de kinderen in het laatste jaar hoger onderwijs wier examens in juni of september 2020 niet georganiseerd worden of waarvan sommige studieactiviteiten, vereist voor het behalen van het diploma, uitgesteld worden wegens de sanitaire crisis Covid-19. Het betreft met name activiteiten in het kader van de thesis of het laatstejaarswerk, de organisaties van concerten, toneelstukken, ... voor de artistieke studies. Het behoud wordt voorzien tot later dan de maand september 2020, zonder nieuwe inschrijving, en dit tot de organisatie van de examens of het uitvoeren van de studieactiviteiten en uiterlijk tot 31 januari 2021 middels een inschrijving voor 27 credits tijdens het universiteitsjaar 2019-2020.

Artikel 14 machtigt de minister ertoe, de datum te bepalen waarop het besluit ophoudt uitwerking te hebben. Wegens de maatregelen genomen door de overheden op grond van de beslissingen van de Nationale Veiligheidsraad (met name in de aangelegenheden betreffende het hoger onderwijs, de alternerende opleiding/bedrijfsleider), zal de minister deze datum vastleggen op de laatste dag van het kwartaal in de loop waarvan de lockdown volledig door deze overheden volledig opgeheven zal zijn, en dit om bepaalde hindernissen te ontwijken, de cursussen die hernemen in het loop van een trimester maar de stages die pas hervatten in de loop van het daarop volgend trimester.

RAAD VAN STATE Afdeling wetgeving

Advies 67.48/2 van 20 april 2020 over een ontwerp-besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 38 van 7 mei 2020 waarbij afgeweken kan worden van de regels en voorwaarden voor de toekenning van de gezinsprestaties voor kinderen ouder dan 18 jaar

Op 14 april 2020 werd de Raad van State, afdeling wetgeving, door de Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met de gezinsbijslagen, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid van het Waals Gewest verzocht om binnen een termijn van vijf werkdagen een advies over te maken over een ontwerp-besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. xx waarbij afgeweken kan worden van de regels en voorwaarden voor de toekenning van de gezinsprestaties voor kinderen ouder dan 18 jaar

Het ontwerp werd onderzocht door de tweede kamer, op 20 april 2020. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, voorzitter van de kamer, Patrick Ronvaux en Christine Horevoets, Staatsraden, Sébastien Van Drooghenbroeck, assessor, en Béatrice Drapier, griffier.

Het verslag werd voorgelegd door Stéphane Tellier, auditeur.

Het advies, met tekst als onderstaand, werd uitgebracht op 20 april 2020.

Volgens artikel 84, § 1, lid 1, 3°, van de wetten "op de Raad van State", gecoördineerd op 12 januari 1973, dient de adviesaanvraag in het bijzonder op de motieven te wijzen die het dringend karakter verantwoorden.

Het schrijven drukt zich als volgt uit:

"Het dringend karakter wordt als volgt gemotiveerd:

'Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door het feit dat snel maatregelen genomen dienen te worden om de actoren te ondersteunen die in opdracht van het Waals Gewest optreden als gevolg van de maatregelen genomen in het kader van de bestrijding van het coronavirus COVID-19;

Overwegende dat WHO op 11 maart 2020 het coronavirus COVID-19 als een pandemie gelabeld heeft;

Gelet op de verklaring van WHO in verband met de kenmerken van het coronavirus COVID-19, in het bijzonder de sterke besmettelijkheid en het sterfelijksrisico;

Gelet op de verspreiding van het coronavirus COVID-19 op Europees grondgebied en in België;

Gelet op het gezondheidsrisico dat het coronavirus COVID-19 voor de Belgische bevolking inhoudt;

Gelet op de beslissing van de federale Regering van 18 maart 2020, vertaald in het ministerieel besluit van 23 maart 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken, verlengd bij beslissing van 27 maart 2020 met het oog op de beperking van de verplaatsingen en de sociale contacten

Overwegende dat de lockdown te voorkomen effecten inhoudt op de toekenning van de gezinsprestaties voor de kinderen ouder dan 18 jaar;

Overwegende dat sommige studenten, ten gevolge van de opschorting van hun lessen opgeschort wegens de lockdown, ervoor gekozen hebben om van die tijd gebruik te maken om zich als vrijwilliger aan te bieden in het kader van een studententewerkstellingscontract en aldus de teams te versterken in de rusthuizen, de structuren voor gehandicapte personen, ziekenhuizen, grootwarenhuizen ... (activiteiten die als essentieel worden beschouwd);

Overwegende dat deze studenten die zich voor essentiële activiteiten inzetten het voordeel van de gezinsprestaties gewaarborgd moeten krijgen;

Overwegende dat de gerechtigde kinderen die een alternerende opleiding of een opleiding als bedrijfsleider volgen hun stage opgeschort zien wegens de lockdown. Sommige van deze kinderen zijn bijgevolg voor deze periode tijdelijke werkloosheidssteunrechtigden;

Overwegende dat de tijdelijke werkloosheid als beletsel geschrapt dient te worden voor het recht op gezinsprestaties voor deze kinderen voor de lockdownmaanden te rekenen van januari 2020 daar de berekening op kwartalen betrekking heeft en de lockdown in het eerste kwartaal van 2020 begonnen is;

Overwegende dat de gerechtigde kinderen die onder "PFI" vallen hun bedrijfsopleiding opgeschort zien wegens de lockdown;

Overwegende dat afgeweken dient te worden van artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van artikel 5, § 3 en 4, van het decreet van 8 februari 2018 betreffende het beheer en de betaling van de gezinsbijslagen voor deze kinderen voor de lockdownmaanden te rekenen van maart 2020;

Overwegende dat de kinderen niet meer hun verplichting kunnen nakomen om de lessen te volgen a ratio van 17u per week ten gevolge van de lockdown;

Overwegende dat afgeweken dient te worden van deze verplichting om de betaling mogelijk te maken van de gezinsprestaties aan deze kinderen vanaf 1 maart 2020;

Overwegende dat het genummerd besluit uitwerking zal hebben op 1 maart 2020 behoudens artikel 8, dat uitwerking zal hebben op 1 januari 2020, waarbij de voorwaarden in acht genomen zullen worden vereist door de rechtspraak van de Raad van State en het Grondwettelijk hof nopens de terugwerkende kracht van de reglementaire bepalingen gelet op de buitengewone omstandigheden die tot de aanneming ervan hebben geleid”.

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op grond van artikel 84, § 1, lid 1, 3°, van de wetten op de ‘Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling wetgeving haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de opsteller van de akte evenals tot het voltooien van de voorafgaande formaliteiten, overeenkomstig artikel 84, § 3, van voornoemde gecoördineerde wetten.

Op deze drie punten dient het ontwerp van volgende bemerkingen te worden voorzien.

RECHTSGROND

1. In de aanhef van het ontwerp staan tegelijk volgende wetsgronden vermeld: het decreet van 8 februari 2018 ‘betreffende het beheer en de betaling van de gezinsbijslagen’, de ‘algemene kinderbijslagwet’ (AKBW) van 19 december 1939 en het decreet van 17 januari 2020 ‘tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de sanitaire crisis COVID-19 voor de aangelegenheden geregeld bij artikel 138 van de Grondwet’.

Artikel 5, § 3, van het decreet van 8 februari 2018 verleent volgende machtigingen aan de Regering:

“Art. 5. [...]

§ 3. De gezinsbijslagen worden overigens ten gunste van het rechtgevend kind toegekend vanaf 1 september van het kalenderjaar waarin hij/zij de leeftijd van achttien jaar bereikt en tot het einde van de maand waarin hij/zij de leeftijd van eenentwintig jaar bereikt, behalve als hij/zij in één van de moeilijkheden bepaald door de Regering verkeert, met name omdat hij/zij buiten de door de Regering bepaalde grenzen een beroepsactiviteit uitoefent of omdat hij/zij in aanmerking komt voor een socialezekerheidsuitkering die niet toegelaten wordt door de Regering.”.

Artikel 62, §§ 2 en 3, van de AKBW verleent de volgende machtigingen aan de uitvoerende macht:

“§ 2. Onverminderd de bepalingen van § 1, wordt de kinderbijslag toegekend tot 25 jaar ten behoeve van de leerjongen of het leermeisje onder de door de Koning bepaalde voorwaarden.

De Koning kan eveneens bepalen tijdens welke periodes en onder welke voorwaarden het recht op kinderbijslag wordt toegekend ten behoeve van de leerling, wanneer de leerovereenkomst of verbintenis verbroken wordt of het voorwerp is van een weigering of van een intrekking van de erkenning.

§ 3. Onverminderd de bepalingen van § 1, wordt de kinderbijslag onder de door de Koning bepaalde voorwaarden verleend tot 25 jaar ten behoeve van het kind dat onderwijs volgt of een stage vervult om in een ambt te kunnen worden benoemd.

Onverminderd de bepalingen van § 1, kan de Koning, onder de voorwaarden die Hij vaststelt, bepalen dat kinderbijslag wordt verleend tot 25 jaar ten behoeve van het kind dat een vorming doorloopt waarvoor in het “bachelor-master”-systeem studiepunten worden toegekend en geen lessen dienen te worden gevolgd.

Hij bepaalt de vormingen die in aanmerking komen.

De Koning bepaalt eveneens onder welke voorwaarden de uitoefening van een winstgevende bedrijvigheid geen beletsel is voor de toepassing van deze paragraaf”.

Overigens heeft de Regering bij een decreet van 17 maart 2020 ‘tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de sanitaire crisis COVID-19 voor de aangelegenheden geregeld bij artikel 138 van de Grondwet’ bijzondere machten toegekend gekregen in het kader van genoemde sanitaire crisis.

Artikel 2 van dat decreet luidt als volgt:

“§ 1. Om de Waalse Regering in staat te stellen om te reageren op de pandemie Covid-19, kan de Regering, in de aangelegenheden die onder de bevoegdheid van het Waals Gewest vallen krachtens artikel 138 van de Grondwet, alle nuttige maatregelen nemen om elke situatie te voorkomen en te behandelen die problemen stelt in het strikte kader van de pandemie Covid-19 en de gevolgen ervan en die geregeld moet worden op straffe van ernstig gevaar.

§ 2. De besluiten bepaald in paragraaf 1 kunnen de vigerende decretale bepalingen opheffen, aanvullen, wijzigen of vervangen zelfs in de aangelegenheden die bij de Grondwet uitdrukkelijk aan het decreet voorbehouden zijn.

[...] ».

2. Ter zake zou de Regering, daar er geen enkele decreetgevende bepaling opgeheven, gewijzigd, aangevuld of vervangen wordt door voorliggend ontwerp, laatstgenoemde kunnen opvatten als een exclusieve uitvoering van het decreet van 8 februari 2018 en de AKBW. Als dit wel degelijk het voornemen van de Regering is, dient het opschrift van het ontwerp gewijzigd en dient lid 1 van de aanhef weggelaten.

De afdeling wetgeving merkt evenwel op dat lid 11 van de aanhef van het ontwerp ertoe strekt erop te wijzen dat de Regering voornemens is geweest deze aan te nemen “zonder dat de wettelijk of reglementair vereiste adviezen vooraf worden ingewonnen” (1).

Om vrijgesteld te worden van het voltooien van de voorafgaandelijke formaliteiten wordt, rekening houdend met artikel 4, § 1, van het decreet van 17 maart 2020, vereist dat de Regering zijn handelen op artikel 2, § 1, van het decreet grondt.

3. In Advies nr. 67.142/AG, gegeven op 25 maart 2020 over een voorstel, wet geworden van 27 maart 2020 ‘die machtiging verleent aan de Koning om maatregelen te nemen in de strijd tegen de verspreiding van het coronavirus COVID-19 (I)’ en de wet van 27 maart 2020 ‘die machtiging verleent aan de Koning om maatregelen te nemen in de strijd tegen de verspreiding van het coronavirus COVID-19 (II)’ heeft de afdeling wetgeving in deze bewoordingen de mogelijkheid van commentaar voorzien voor de uitvoerende macht om een rechtsgrond te zoeken in zowel de gewone machtigingen als in een wettelijke bepaling tot toekenning van bijzondere machten aan de uitvoerende macht:

Er wordt voorzien in de verplichte bekrachtiging van alle besluiten die op grond van de voorgestelde regeling worden genomen, ook wanneer dit vanuit juridisch oogpunt niet strikt noodzakelijk is. Zo is het mogelijk dat de Koning maatregelen neemt of wijzigingen aanbrengt in reglementaire bepalingen die reeds op grond van de actueel

geldende wetgeving tot zijn bevoegdheid behoren, maar daarbij toch rechtsgrond zoekt in artikel 5, § 1, van het voorstel, bijvoorbeeld omdat deze samenhangen met maatregelen waarvoor wel degelijk een beroep moet worden gedaan op de bijzondere machten of omdat de bijzonderemachtenwet hem toelaat voorbij te gaan aan bepaalde vormvereisten.

Als gevolg van de bekrachtiging verkrijgen alle bij bijzonderemachtenbesluit vastgestelde of gewijzigde bepalingen kracht van wet. Zij kunnen daarna enkel nog worden gewijzigd door middel van een formele wet. De Koning zal ze niet meer eigenmachtig kunnen wijzigen, zelfs niet indien een specifieke wetsbepaling hem machtigt om ter zake maatregelen te nemen. Om die reden heeft de Raad van State, afdeling Wetgeving, in het verleden steeds afgeraden om in gewone uitvoeringsbesluiten wijzigingen aan te brengen bij bijzonderemachtenbesluiten.

De wetgever dient dan ook na te gaan of het niet zinvol is om, hetzij in het voorliggende voorstel, hetzij in de latere bekrachtigingswetten, aan te geven dat de bekrachtigde bepalingen door de Koning opnieuw zullen kunnen worden opgeheven, aangevuld, gewijzigd of vervangen, althans in zoverre daarvoor ook een materiële rechtsgrond voorhanden is. (2) » (3).

4.1. Het komt de Regering toe, te steunen op het decreet van 17 maart 2020 om het in ontwerp zijnde besluit aan te nemen indien zij acht dat de spoedeisendheid waarmee het uitgevoerd dient te worden onder geen beding belet mag worden door uitvoering van voorafgaandelijke formaliteiten. In dat geval worden leden 2 en 3 van de aanhef weggelaten.

Het ontwerp dient, in dit geval, via een later decreet worden bevestigd overeenkomstig artikel 5 van het decreet van 17 maart 2020, wat als gevolg zal hebben dat, in de besluiten die door voorliggend ontwerp gewijzigd worden, enkel de nieuwe bepalingen die bij laatstgenoemde ingevoegd worden kracht van decreet zullen hebben, onder uitsluiting van alle overige. Deze combinatie van wetgevende en reglementaire bepalingen in éénzelfde besluit verdient in beginsel geen aanbeveling(4).

4.2. Als de Regering haar handelen wenst te gronden op de gewone machtigingen vervat in de tekst bedoeld in leden 2 en 3 van de aanhef, wordt lid 1 van de aanhef weggelaten en dient de voorafgaandelijke vormvereiste waarvan hierna sprake in de bemerking over de voorafgaandelijke vormvereisten nog regelmatig te worden voltooid.

VOORAFGAANDELIJKE VORMVEREISTEN

Indien, zoals voortvloeit uit de bemerking over de rechtsgrond zoals bovenstaand aangegeven, geacht wordt dat de Regering ervoor kiest voorliggend ontwerp-besluit aan te nemen zonder een beroep te doen op de bijzondere machten, zou dan overeenkomstig artikel 21/1, § 2, van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid – decreetgevend deel het advies bekomen moeten worden van het comité van de afdeling Gezinnen van AViQ over dit ontwerp, waarvan dan melding dient gemaakt in de aanhef.

ALGEMENE BEMERKING

De in ontwerp zijnde bepalingen vormen nu eens een tijdelijke wijziging van de reglementaire bepalingen betreffende de toekenning van gezinsbijslaslagen aan kinderen ouder dan achttien jaar dan weer een eveneens tijdelijke afwijking van diezelfde reglementaire bepalingen. Hoewel artikel 12, lid 3, van het ontwerp bepaalt dat “het besluit ophoudt uitwerking te hebben de laatste dag van het kwartaal waarin de lockdown algeheel opgeheven wordt door de publieke overheden”, blijkt de beëindiging van de rechtsgevolgen in de tijd van de artikelen 9 en 10 van het ontwerp niet duidelijk in zoverre de daardoor gecreëerde juridische fictie voorzien is “tot aan het einde van de lockdown”.

Ondervraagd over de geldigheid en de gevolgen in de tijd van de bepalingen van het ontwerp, verklaarde de afgevaardigde van de Minister hetvolgende:

“Het voornemen is wel degelijk dat het besluit ophoudt uitwerking te hebben de laatste dag van het kwartaal waarin de lockdown algeheel opgeheven wordt door de publieke overheden. Aangezien de nadere lockdownregels tot op heden ongekend zijn en de exit uit de lockdown stap voor stap gaat, wordt voorgesteld om te verwijzen naar het algeheel opheffen van de lockdown om valstrikken te vermijden (bijvoorbeeld de lessen die hervatten in e loop van een trimester maar de stages die pas hervatten in de loop van een daarop volgend trimester in functie van de uitgevaardigde exitregels). De woorden “tot op het einde van de lockdown” in de artikelen 9 en 10 dienen geschrapt om de eenduidige toepassing mogelijk te maken van artikel 12, lid 3.”

Een dergelijke tekstaanpassing betekent nog niet dat alle moeilijkheden die voortvloeien uit de toepassingsvoorwaarden van de wijzigings- en afwijkingsbepalingen die het ontwerp uitdraagt, uitgevlakt zijn.

Het begrip “lockdown” wordt immers nergens duidelijk en juridisch omschreven. Wat dan de “algehele opheffing van de lockdown” betreft, dit zou voor interpretatieproblemen en dus moeilijkheden in de nauwkeurige bepaling van de datum kunnen zorgen.

Beter zou zijn om lid 3 van artikel 12 weg te laten, met dien verstande dat de Regering zal dienen te oordelen op welk ogenblik zij ervan uit zal gaan dat de maatregelen die in de omgangstaal “lockdown” worden genoemd, namelijk de maatregelen aangenomen bij de opeenvolgende ministeriële besluiten van 13, 18 en 23 maart ‘houdende dringende maatregelen ter beperking van de verspreiding van het coronavirus COVID-19’ of door de besluiten die in voorkomend geval ter vervanging zullen moeten dienen van het besluit van 23 maart 2020 en daaropvolgend zullen geen enkel gevolg of in ieder geval geen enkel gevolg meer hebben die in voldoende mate de instandhouding van de werking van het in ontwerp zijnde besluit zouden verantwoorden wegens de formele of materiële(5) wijzigingen die betrekking zouden hebben op het ministerieel besluit van 23 maart 2020. Het regeringsstandpunt ter zake aangaande de keuze van de datum waarop het gevolg van de in ontwerp zijnde regeling beëindigd zou worden zal met name totaal moeten afhangen van de vereisten inzake de beginselen van gelijke behandeling en niet-discriminatie.

Een andere formule zou hierin kunnen bestaan, dat de Minister(6) daartoe gemachtigd zou worden door erop te wijzen dat de Minister de datum zou vaststellen voor de beëindiging van deze regeling onder verwijzing naar de dan mogelijk geworden vaststelling dat de vormelijke en materiële wijzigingen die het ministerieel besluit van 23 maart ‘houdende dringende maatregelen ter beperking van de verspreiding van het coronavirus COVID-19’ zal hebben ondergaan, van die aard zullen zijn dat de motieven die heden verantwoording vinden in de wijzigings- of afwijkingsregeling, in het ontwerp overwogen, niet langer verantwoord zouden zijn. Het standpunt van de minister ter zake aangaande de datum van beëindiging van gevolg hebben van de in ontwerp zijnde regeling met name zal afhangen van de vereisten van de beginselen inzake gelijkheid van behandeling en niet-discriminatie.

BIJZONDERE BEMERKINGEN

AANHEF

1. Er wordt verwezen naar de algemene bemerkingen nrs 4.1 en 4.2.
2. In de leden 4, 5 en 6 worden de daar bedoelde artikelen telkenmale weggelaten (7).

3. Lid 7 dient weggelaten daar het besluit van de Waalse Regering van 13 september 2019 ‘tot vaststelling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van de akten van de Regering’ bij dit ontwerp noch gewijzigd, noch vervangen noch opgeheven worden.

BESCHIKKEND GEDEELTE

Artikel 2

In artikel 2 worden, in de Franse ontwerp-versie, de woorden “tel que modifié par l’arrêté royal du 29 décembre 2017” vervangen door de woorden “, inséré par l’accord de coopération du 29 décembre 2017”.

Artikel 4

In artikel 4 worden, in de Franse ontwerp-versie de woorden “A l’article 14, alinéa 4 de l’arrêté royal du 10 août 2005 fixant les conditions auxquelles les allocations familiales sont accordées en faveur de l’enfant qui suit des cours ou poursuit sa formation tel que modifié par l’arrêté royal du 19 septembre 2008” vervangen door de woorden “A l’article 14, alinéa 4, du même arrêté royal, inséré par l’accord de coopération du 29 décembre 2017”.

Artikel 6

1. Er dient, in de Franse ontwerp-versie, “l’arrêté royal du 19 septembre 2008” geschreven te worden eerder dan “l’arrêté du 19 septembre 2008”.

2. Uit het voornemen van de opsteller van het ontwerp blijkt duidelijk dat in artikel 13, § 2, lid 2, van het koninklijk besluit van 10 augustus 2005 ‘tot vaststelling van de voorwaarden waaronder kinderbijslag wordt verleend ten behoeve van het kind dat onderwijs volgt of een vorming doorloopt zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit van 19 september 2008’ moeten de woorden “à l’exclusion du chômage temporaire” ingevoegd worden, in de Franse ontwerp-versie, na de woorden “relatif au chômage” en “voor” de woorden “ou d’une allocation d’interruption de carrière”) (en niet “na” de woorden “ou d’une allocation d’interruption de carrière”).

Artikel 8

1. In artikel 8, in de Franse ontwerp-versie, worden de woorden “sont suivies” toegevoegd tussen de woorden “un mois de confinement au cours duquel” en de woorden “les formations en entreprise”.

2. In hetzelfde artikel dient, in de Franse ontwerp-versie, voor het overige het decreet van 4 april 2019 “relatif à la formation professionnelle individuelle” beoogd en dient het besluit van de Waalse Regering met volledigheid van opschrift geciteerd, namelijk “portant exécution du décret du 4 avril 2019 relatif à la formation professionnelle individuelle”.

Artikel 9

De vraag dient gesteld of artikel 9 al dan niet voorgesteld dient te worden als eveneens afwijkend van artikel 3 van het koninklijk besluit van 10 augustus 2005 ‘tot vaststelling van de voorwaarden waaronder kinderbijslag wordt verleend ten behoeve van het kind dat onderwijs volgt of een vorming doorloopt’.

Artikel 10

Het opschrift van het besluit van 20 september 2018 dient, in de Franse ontwerp-versie, aangevuld met de woorden “, portant sur les conditions d’octroi des prestations familiales aux enfants de plus de dix-huit”.

Artikelen 11 en 12

De artikelen 11 en 12 dienen omgewisseld.

Artikel 12 (dat artikel 11 wordt)

De afgevaardigde van de Minister heeft gemeld:

“[...] ten gevolge van een bemerking van de sector wat de praktische haalbaarheid van artikel 3 betreft, werd ons gevraagd in een inwerkingtreding te voorzien vergelijkbaar met artikel 8 : een verschil in behandeling van éénzelfde DMFA in functie van de maanden maakt geen automatisering mogelijk”.

Artikel 12 dat dan artikel 11 wordt, wordt dienovereenkomstig aangevuld.

De Griffier,
Béatrice Drapier
De voorzitter,
Pierre Vandernoot

—
Nota’s

(1) Hoewel de meeste vormvereisten reeds voldaan zijn, dient nog gewezen op het bekomen van het advies van de tak « Gezinnen » van « AViQ ». Zie dienaangaande de bemerking onder de voorafgaandelijke vormvereisten.

(2) Voetnoot nr 14 van geciteerd advies: Een dergelijke bepaling, die bijvoorbeeld eveneens wordt gebruikt wanneer de wetgever rechtstreekse wijzigingen uitvoert n een reglementaire bepaling, kan niet op zich beschouwd worden als een onbegrensde machtiging om de Koning in de mogelijkheid te stellen ongeacht welke wijziging door te voeren. Het betreft integendeel enkel een vormelijke machtiging aan de Koning om opnieuw de betrokken bepalingen te wijzigen zonder dat Hij te dien opzichte vrijgesteld wordt van de vereiste inzake de materiële rechtsgrond dienaangaande. Zie met name advies RvS 61.069/1 van 13 april 2017 betreffende een voorontwerp, decreet geworden van 16 juni 2017 ‘betreffende het onderwijs XXVII’, nr. 71, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/61069>.

(3) Parl.st, Kamer, 2019-2020, nr. 55—1104/002, blz. 10 en 11.

(4) Zie in die zin advies nr. 67.142/AG als voornoemd; zie ook advies nr. 67.169/4 uitgebracht op 1 april 2020 over ontwerp, besluit geworden van 7 april 2020 van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de steun aan opvangvoorzieningen in het kader van de gezondheids crisis van COVID-19 (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/67169.pdf>).

(5) Onder formele wijziging van het ministerieel besluit van 23 maart 2020 wordt hier verstaan, iedere wijziging die op legistiek vlak doorgevoerd zou worden in het eigenlijke ministerieel besluit en onder materiële wijziging iedere reglementaire evolutie die ook kan voortvloeien uit de vervanging van dat ministerieel besluit van 23 maart 2020 door iedere andere regeling met vergelijkbare inhoud en de eventueel latere wijzigingen en vervangingen die opeenvolgend nieuwe teksten met eveneens een vergelijkbare inhoud betreffen..

(6) Op legistiek vlak is een machtiging aan de Regering zelf, vervat in een regeringsbesluit, eerder een ongelukkige keuze.

(7) Geciteerd wordt uit de Franse versie Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires, www.raadvst-consetat.be, tab « Technique législative », aanbeveling nr. 30.

7 MEI 2020. — Besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 38 waarbij afgeweken kan worden van de regels en voorwaarden voor de toekenning van de gezinsprestaties voor kinderen ouder dan 18 jaar

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van de bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheidscrisis Covid-19 voor de aangelegenheden geregeld bij artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 6 maart 1979 tot bepaling van de voorwaarden waaronder kinderbijslag wordt verleend ten behoeve van het kind dat verbonden is door een leerovereenkomst;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 augustus 2005 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder kinderbijslag wordt verleend ten behoeve van het kind dat onderwijs volgt of een vorming doorloopt;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 20 september 2018 tot uitvoering van artikel 5, §§ 3 en 4, van het decreet van 8 februari 2018 betreffende het beheer en de betaling van de gezinsbijslagen, met betrekking tot de toekenningsvoorwaarden van de gezinsbijslagen aan kinderen ouder dan achttien jaar;

Gelet op het verslag van 7 april 2020, opgesteld overeenkomstig artikel 4, 2°, van het decreet van 3 maart 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen, voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 8 april 2020;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 10 april 2020;

Overwegende dat de besluiten bedoeld in de artikelen 1 en 2, overeenkomstig artikel 3, § 1, van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de sanitaire crisis COVID-19 voor de aangelegenheden geregeld 138 van de Grondwet, aangenomen kunnen worden zonder dat de wettelijk of reglementair vereiste adviezen vooraf ingewonnen worden;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door het feit dat snel maatregelen genomen dienen te worden om de actoren te ondersteunen die in opdracht van het Waals Gewest optreden als gevolg van de maatregelen genomen in het kader van de bestrijding van het coronavirus COVID-19;

Overwegende dat WHO op 11 maart 2020 het coronavirus COVID-19 als pandemie heeft gelabeld;

Gelet op de verklaring van WHO op de kenmerken van het coronavirus Covid-19, in het bijzonder de sterke besmettelijkheid, het sterfterisico en het aantal opgespoorde gevallen;

Gelet op de verspreiding van het coronavirus COVID-19 op Europees en Belgisch grondgebied;

Gelet op het sanitair risico dat het coronavirus COVID-19 vormt voor de Belgische bevolking;

Gelet op de beslissing van de federale Regering van 18 maart 2020, vertaald in het ministerieel besluit van 23 maart 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken, verlengd bij beslissing van 27 maart 2020 met het oog op de beperking van de verplaatsingen en de sociale contacten;

Overwegende dat de lockdown te voorkomen effecten inhoudt op de toekenning van de gezinsprestaties voor de kinderen ouder dan 18 jaar;

Overwegende dat sommige studenten, ten gevolge van de opschorting van hun lessen opgeschort wegens de lockdown, ervoor gekozen hebben om van die tijd gebruik te maken om zich als vrijwilliger aan te bieden in het kader van een studententewerkstellingscontract en aldus de teams te versterken in de rusthuizen, de structuren voor gehandicapte personen, ziekenhuizen, grootwarenhuizen ... (activiteiten die als essentieel worden beschouwd);

Overwegende dat deze studenten die zich voor essentiële activiteiten inzetten het voordeel van de gezinsprestaties gewaarborgd moeten krijgen;

Overwegende dat de gerechtigde kinderen die een alternerende opleiding of een opleiding als bedrijfsleider volgen, hun stage wegens de lockdown opgeschort zien. Sommige van deze kinderen zijn bijgevolg voor deze periode tijdelijke werkloossteun gerechtigden;

Overwegende dat de tijdelijke werkloosheid als beletsel geschrapt dient te worden voor het recht op gezinsprestaties voor deze kinderen voor de lockdownmaanden te rekenen van januari 2020 daar de berekening op kwartalen betrekking heeft en de lockdown in het eerste kwartaal van 2020 begonnen is;

Overwegende dat de gerechtigde kinderen die een alternerende opleiding of een opleiding als bedrijfsleider volgen hun stage opgeschort zien wegens de lockdown. Sommige van deze kinderen zijn bijgevolg voor deze periode tijdelijke werkloossteun gerechtigden;

Overwegende dat sommige kinderen die een opleiding volgen boven het maximum van toegelaten inkomsten (562,93/maand) uit zullen komen door samenvoeging van de gedeeltelijke stage-inkomsten en de tijdelijke werkloosheid;

Overwegende dat de inkomsten uit tijdelijke werkloosheid wegens overmacht gedurende de coronacrisisperiode geneutraliseerd dienen te worden om de onbedoelde gevolgen van de maatregelen te voorkomen en de toekenning van de gezinsprestaties mogelijk te maken;

Overwegende dat de gerechtigde kinderen die onder "PFI" vallen hun bedrijfsopleiding opgeschort zien wegens de lockdown;

Overwegende dat afgeweken dient te worden van artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van artikel 5, §§ 3 en 4, van het decreet van 8 februari 2018 betreffende het beheer en de betaling van de gezinsbijslagen voor deze kinderen voor de lockdownmaanden te rekenen van maart 2020;

Overwegende dat de kinderen niet meer hun verplichting kunnen nakomen om de lessen te volgen a ratio van 17u per week ten gevolge van de lockdown;

Overwegende dat afgeweken dient te worden van deze verplichting om de betaling mogelijk te maken van de gezinsprestaties aan deze kinderen vanaf 1 maart 2020;

Overwegende dat de examens in juni of september 2020, voor sommige kinderen in hun laatste studiejaar hoger onderwijs, niet georganiseerd zullen worden of sommige studieactiviteiten, vereist voor het verkrijgen van het diploma, uitgesteld zullen worden (het betreft met name activiteiten in het kader van de scriptie of het afstudeerwerk, de organisatie van concerten, toneelstukken ... voor de studies in de kunstenschappen), wegens de sanitaire crisis COVID-19;

Overwegende dat het koninklijk besluit van 10 augustus 2005 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder kinderbijslag wordt verleend ten behoeve van het kind dat onderwijs volgt of een vorming doorloopt enkel in de voortzetting voorziet van de betalingen tot 31 januari van het daaropvolgende academiejaar als sommige activiteiten van het afstudeerjaar verdaagd worden, op voorwaarde dat het kind ingeschreven staat voor 41 credits;

Overwegende dat afgeweken dient te worden van het koninklijk besluit van 10 augustus 2005 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder kinderbijslag wordt verleend ten behoeve van het kind dat onderwijs volgt of een vorming doorloopt om voor deze kinderen in hun laatste jaar hun recht te behouden op de gezinsbijslagen later dan de maand september 2020 zonder nieuwe inschrijving, en dit tot aan de organisatie van de examens of de verwezenlijking van de studieactiviteiten tot uiterlijk 31 januari 2021 middels een inschrijving voor 27 credits gedurende het academisch jaar 2019-2020;

Overwegende dat het genummerd besluit uitwerking zal hebben op 1 maart 2020 behoudens artikel 8, dat uitwerking zal hebben op 1 januari 2020, waarbij de voorwaarden in acht genomen zullen worden vereist door de rechtspraak van de Raad van State en het Grondwettelijk hof nopens de terugwerkende kracht van de reglementaire bepalingen gelet op de buitengewone omstandigheden die tot de aanneming ervan hebben geleid;

Gelet op advies nr. 67.248/2 van de Raad van State, gegeven op 20 april 2020, overeenkomstig artikel 84, § 1, lid 1, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister belast met de gezinsbijslagen;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet aangelegenheden bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

HOOFDSTUK II. — *Vrijstelling van de studentenjobs in de berekening van de 240u/kwartaal*

Art. 2. In artikel 1, lid 3, van het koninklijk besluit van 6 maart 1979 tot bepaling van de voorwaarden waaronder kinderbijslag wordt verleend ten behoeve van het kind dat verbonden is door een leerovereenkomst, ingevoegd bij het samenwerkingsakkoord van 29 december 2017, worden de woorden “in juli, augustus en september” en de woorden “tenzij het kind niet effectief de lessen hervat” opgeheven.

Art. 3. In artikel 13, § 1, van het koninklijk besluit van 10 augustus 2005 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder kinderbijslag wordt verleend ten behoeve van het kind dat onderwijs volgt of een vorming doorloopt, wordt lid één aangevuld als volgt:

c) als deze uitgeoefend wordt in het kader van een studentencontract zonder een contingent van 475u per kalenderjaar te hebben bereikt.”.

Art. 4. In artikel 14, lid 4, van hetzelfde koninklijk besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 19 september 2008, worden de woorden “in juli, augustus en september” en de woorden “behalve wat betreft de in artikelen 7 en 12 bedoelde kinderen” opgeheven.

Art. 5. In artikel 3, § 1, lid 3, van het besluit van de Waalse Regering van 20 september 2018 tot uitvoering van artikel 5, §§ 3 en 4, van het decreet van 8 februari 2018 betreffende het beheer en de betaling van de gezinsbijslagen, met betrekking tot de toekenningsvoorwaarden van de gezinsbijslagen aan kinderen ouder dan achttien jaar worden volgende wijzigingen aangebracht:

- 1) de woorden “en 4°” worden ingevoegd tussen de woorden “Wat punt 1° en” en het woord “betreft,”;
- 2) de woorden “of geïnde vergoedingen” worden ingevoegd na de woorden “gepresteerde uren”.

HOOFDSTUK III. — *Weghalen van tijdelijke werkloosheid uit de beletsels van het recht op gezinstoelagen*

Art. 6. In afwijking van artikel 1, lid 1, 2°, van het koninklijk besluit van 6 maart 1979 tot bepaling van de voorwaarden waaronder kinderbijslag wordt verleend ten behoeve van het kind dat verbonden is door een leerovereenkomst, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 mei 2004, worden de inkomsten uit tijdelijke werkloosheid voor de kinderen die in aanmerking komen voor gezinsprestaties tot daags voor de lockdown niet in rekening genomen voor de berekening van de bruto-vergoeding bedoeld in hetzelfde artikel.

Art. 7. In artikel 13, § 2, lid 2, van het koninklijk besluit van 10 augustus 2005 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder kinderbijslag wordt verleend ten behoeve van het kind dat onderwijs volgt of een vorming doorloopt, zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit van 19 september 2008, worden de woorden “,onder uitsluiting van tijdelijke werkloosheid,” ingevoegd tussen de woorden “buitenlandse werkloosheidsregeling” en de woorden “of van een loopbaanonderbrekingsuitkering”.

Art. 8. In afwijking van artikel 14, lid 1, van het koninklijk besluit van 10 augustus 2005 tot bepaling van de voorwaarden waaronder kinderbijslag wordt verleend ten behoeve van het kind dat verbonden is door een leerovereenkomst, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 mei 2004, worden de inkomsten uit tijdelijke werkloosheid voor de kinderen die in aanmerking komen voor gezinsprestaties tot daags voor de lockdown niet in rekening genomen voor de berekening van de bruto-vergoeding bedoeld in hetzelfde artikel.

Art. 9. In artikel 3, § 1, lid 1, 3°, van het besluit van de Waalse Regering van 20 september 2018 tot uitvoering van artikel 5, §§ 3 en 4, van het decreet van 8 februari 2018 betreffende het beheer en de betaling van de gezinsbijslagen, met betrekking tot de toekenningsvoorwaarden van de gezinsbijslagen aan kinderen ouder dan achttien jaar worden de woorden ‘onder uitsluiting van tijdelijke werkloosheid’ ingevoegd tussen de woorden ‘in verband met werkloosheid’ en de woorden ‘of een uitkering van loopbaanonderbreking’.

HOOFDSTUK IV. — *Afwijking van het besluit van de Waalse Regering van 20 september 2018 tot uitvoering van artikel 5, §§ 3 en 4, van het decreet van 8 februari 2018 betreffende het beheer en de betaling van de gezinsbijslagen voor de kinderen die bedrijfsopleidingen volgen in een PFI-kader*

Art. 10. In afwijking van artikel 3, § 1, lid 1, 1°, van het besluit van de Waalse Regering van 20 september 2018 tot uitvoering van artikel 5, §§ 3 en 4, van het decreet van 8 februari 2018 betreffende het beheer en de betaling van de gezinsbijslagen met betrekking tot de toekenningsvoorwaarden van gezinsprestaties aan kinderen ouder dan achttien jaar voor de kwartalen die één maand lockdown tellen tijdens welke worden geschorst de bedrijfsstages voorzien in het kader van een “PFI” (Plan Formation Insertion) overeenkomstig het decreet van april 2019 betreffende de individuele beroepsopleiding en het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2019, vormt de inning van een maandelijks bruto-bezoldiging hoger dan 541,09 euro per maand uitgezonderd het vakantiegeld een beletsel voor de toekenning van de gezinsprestaties. Het bedrag wordt aan de spilindex 103,04 (basis 2013=100) gekoppeld.

HOOFDSTUK V. — *Afwijking van de verplichting tot het volgen van de lessen a rato van 17 uur per week*

Art. 11. In afwijking van de artikelen 1, 2 en 5 van het koninklijk besluit van 10 augustus 2005 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder kinderbijslag wordt verleend ten behoeve van het kind dat onderwijs volgt of een vorming doorloopt zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit van 19 september 2008 wordt de verplichting tot het volgen van de lessen vervuld geacht wanneer het kind ingeschreven is in één van de inrichtingen bedoeld in artikel 1 van hetzelfde besluit.

Art. 12. In afwijking van het besluit van de Waalse Regering van 20 september 2018 tot uitvoering van artikel 5, §§ 3 en 4, van het decreet van 8 februari 2018 betreffende het beheer en de betaling van de gezinsbijslagen, met betrekking tot de toekenningsvoorwaarden van de gezinsbijslagen aan kinderen ouder dan achttien jaar wordt de verplichting tot het volgen van de cursussen vervuld geacht wanneer het kind ingeschreven is in één van de inrichtingen bedoeld in artikel 5 van hetzelfde besluit.

HOOFDSTUK VI. — *Afwijking van het koninklijk besluit van 10 augustus 2005 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder kinderbijslag wordt verleend ten behoeve van het kind dat onderwijs volgt of een vorming doorloopt bij niet-georganiseerde examens of uitgestelde activiteiten vereist voor het verkrijgen van het diploma*

Art. 13. In afwijking van artikel 9, § 3, van het koninklijk besluit van tot vaststelling van de voorwaarden waaronder kinderbijslag wordt verleend ten behoeve van het kind dat onderwijs volgt of een vorming doorloopt, ingevoegd koninklijk besluit van 19 september 2008, behouden de laatstejaarsstudenten wier examens in juni of september 2020 niet georganiseerd worden of van wie sommige studieactiviteiten, vereist voor het behalen van het diploma uitgesteld zijn wegens de sanitaire crisis COVID-19 hun recht op de gezinsbijslagen later dan september 2020 zonder nieuwe inschrijving en dit tot de organisatie van de examens of de uitvoering van de studieactiviteiten of uiterlijk tot 31 januari 2021. De student dient voor 27 credits ingeschreven te zijn tijdens het academiejaar 2019-2020.

HOOFDSTUK VII. — *Slotbepalingen*

Art. 14. Dit besluit heeft uitwerking op 1 maart 2020.

Ter afwijking hebben de artikelen 3 en 10 hebben uitwerking op 1 januari 2020.

De Minister belast met de gezinsbijslagen bepaalt de datum te bepalen waarop het besluit ophoudt uitwerking te hebben.

Art. 15. De Minister belast met de Gezinsbijslagen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 7 mei 2020.

Voor de Waalse Regering :

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Ambtenarenzaken, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,

V. DE BUE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/20948]

7 MAI 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 39 modifiant l'arrêté de pouvoirs spéciaux n° 11 du 31 mars 2020 relatif aux diverses dispositions prises en matière d'emploi, de formation et d'insertion socioprofessionnelle, en ce compris dans le champ de l'économie sociale

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 20 juillet 2001 visant à favoriser le développement de services et d'emplois de proximité ;

Vu le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes ;

Vu le décret du 20 février 2014 relatif au plan langues et modifiant divers décrets en matière de formation professionnelle ;

Vu le décret du 19 décembre 2019 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2020 ;

Vu le décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 ;

Vu l'arrêté royal du 12 décembre 2001 concernant les Titres-services ;

Vu l'arrêté royal du 7 juin 2007 concernant le Fonds de Formation des Titres-Services ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 septembre 2016 portant exécution des articles 40 et 41 du décret du 20 février 2014 relatif au plan langues et modifiant divers décrets en matière de formation professionnelle ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 juin 2017 portant organisation des contrôle et audit internes budgétaires et comptables ainsi que du contrôle administratif et budgétaire des Services du Gouvernement wallon, des services administratifs à comptabilité autonome, des entreprises régionales, des organismes et du Service du Médiateur en Région wallonne ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 septembre 2019 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 septembre 2019 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement wallon ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 11 du 31 mars 2020 relatif aux diverses dispositions prises en matière d'emploi, de formation et d'insertion socioprofessionnelle, en ce compris dans le champ de l'économie sociale ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 16 du 16 avril 2020 modifiant l'arrêté de pouvoirs spéciaux n° 11 du 31 mars 2020 relatif aux diverses dispositions prises en matière d'emploi, de formation et d'insertion socioprofessionnelle, en ce compris dans le champ de l'économie sociale ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 4 mai 2020 ;